

UN TEMOIGNAGE PROBANT

SPAAK et le P. O. B.

au service du capitalisme fauteur de guerre

Il s'agit de celui que M. A. Devèze apporte par « le moyen d'un article publié dans la tribune libre du « Soir », du 22-6-38 et intitulé « La Paix Sociale ».

Est-il nécessaire de présenter M. Devèze ? C'est l'homme qui trembla si fort en 1932 devant les masses en ébullition qu'il fut l'un de ceux qui, au Parlement, appuyèrent le plus pour que certaines satisfactions soient accordées à la classe ouvrière, mais qui, aussitôt le Ministère de la D. N. en mains, n'eût rien de plus pressé que créer la gendarmerie supplétive et d'interdire l'entrée du journal « Le Peuple » dans les casernes.

Eh, bien ! c'est ce même M. Devèze qui, aujourd'hui, marque son accord avec la politique de Spaak.

Est-ce parce que ce libéral conservateur serait devenu socialiste ? Que nenni ! Voyez plutôt :

« Ainsi la double affirmation de M. Spaak condamnant la lutte des classes et reconnaissant l'existence entre celles-ci d'oppositions d'intérêts caractérisées — m'a tout naturellement conduit à dire que je n'apercevais plus de différence fondamentale entre le socialisme nationale de M. Spaak et mon libéralisme tout aussi national ».

On ne saurait être plus clair, et ceci se passe naturellement de commentaires.

Or, le « libéralisme national » de M. Devèze à quoi se rapporte-t-il ? Il le définit d'une façon tout aussi claire et tout aussi concentrée quelques paragraphes plus loin lorsqu'il écrit :

« Produire bien, produire vite, produire beaucoup, produire à bon marché — c'est l'intérêt commun. Vendre vite, vendre cher, vendre loin — c'est encore l'intérêt commun. »

N'est-ce pas là la synthèse du régime capitaliste ? Ne sont-ce pas justement ces principes qui font que le monde actuel se débat dans le plus sombre des chaos et se trouve prêt de nouveau à rouler dans l'abîme sans fin de la guerre infernale ?

Produire bien, vite, beaucoup, à bon marché : qui donc ne se rend pas compte que c'est justement là la formule qui nécessite la plus forcenée et la plus honteuse des exploitations de la main-d'œuvre au profit de la production ? Faut-il rappeler que c'est à ce principe qu'on doit que des millions de chômeurs battent le pavé à travers le monde, privés de travail parce que le produit de leur peine est entassé dans les entrepôts et autres réservoirs du capitalisme ; victimes d'avoir

produit beaucoup trop et trop vite ? Faut-il rappeler que des millions d'hommes n'ont pas de quoi se nourrir, se vêtir, s'abriter.

Et vendre vite, cher, loin, n'est-ce pas justement le principe de la concurrence, qui exige la production nombreuse, bonne et à bon marché et qui par conséquent pousse au renforcement de l'exploitation ? N'est-ce pas la concurrence qui oblige les capitalistes à rechercher au loin les marchés pour l'écoulement de leurs produits, même s'ils doivent s'approprier ces marchés par la force, de même que certaines parties du globe dont les produits leur sont nécessaires pour qu'ils puissent produire bien, vite, etc... ?

En un mot, n'est-ce pas le système d'exploitation et d'économie capitaliste qui est cause de toutes les souffrances du prolétariat et qui entraîne le déclenchement des guerres fratricides pour le partage des richesses naturelles et l'écoulement des produits ? Et ça, au nom de l'intérêt commun ! (Devèze dixit).

C'est donc ça le « libéralisme » de M. Devèze. (Comme c'est le « catholicisme », le « frontisme », le « rexisme », etc., de tant d'autres).

C'est donc ça aussi le « socialisme » de Spaak et à sa suite, du P.O.B.

La direction du P.O.B., les journaux édités par ce parti, sont fières de leur premier ministre et heureux de sa politique.

Renier la lutte des classes (quand tout la met en relief), décréter la défense de son capitalisme (quand on sait qu'il a sa part de responsabilités dans la conflagration), autrement dit dans les conjonctures actuelles : travailler à la conciliation des intérêts de classes en vue de la prochaine dernière, telle est leur conception « socialiste ».

Pour le moment, ça ressemble assez bien au « libéralisme conservateur ».

Mais demain ? Lorsque les conflits de classes deviendront plus aigus ? Qui donc peut prévoir où s'arrêtera l'évolution d'un Spaak et de ceux qui le suivent ?

Une conclusion, une fois de plus, s'impose pour ceux qui veulent réellement la réalisation du socialisme : Le P.O.B., à la suite de Spaak, s'incruste de plus en plus dans le régime de pourriture. Avec ce régime ils doivent être flétris, avec ce régime, ils sont condamnés.

Jules VOS.

Révolution

REVUE MENSUELLE
DES
JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

Prix : 1 Franc

2^e Année — N. 7 — Juillet 1938

Abonnement : 1 an, 12 frs ; 6 mois, 6 frs

Administration : F. GALLOY, C. C. P. 391052, Gilly

Rédaction : W. de Graaf, 155, Avenue du Parc. Forest

Auteur-Editeur responsable : Florent Galloy, Rue de la Liberté, Jumet

BILLET DU MOIS

Un anniversaire à maintenir vivant

Les Grèves de Juin 36

Deux années déjà se sont écoulées depuis, estompant quelque peu, dans nos jeunes mémoires, ces événements grandioses de la lutte des classes, l'une des plus formidables batailles sociales du mouvement ouvrier de ce pays.

Stimulés et encouragés par l'exemple de leurs frères français qui occupent les entreprises, bureaux et magasins, 500.000 travailleurs belges de toutes corporations, hommes et femmes, adultes et jeunes, exigent à leur tour une amélioration substantielle de leurs conditions de vie : augmentation des salaires et lois sociales.

Ils ne voulaient et ne pouvaient plus se contenter des promesses jamais réalisées du premier gouvernement Van Zeeland ; encore moins de phrases hypocrites d'un De Man sur un gâteau alléchant dont on leur promettait une bonne part, — cependant qu'on avait opéré et opérait encore sur leur dos le sauvetage du capitalisme qui se remettait assez rondement des secousses de la crise économique.

Fatigués des discours et promesses, dégoûtés des résolutions et suppliques des dirigeants syndicaux, comprenant enfin — à la lueur des grèves avec occupations en France — que leur sort était placé entre leurs propres mains, les travailleurs s'engagèrent sans plus hésiter dans la seule voie capable de leur faire obtenir satisfaction : la voie de la lutte directe contre le patronat et le gouvernement, la grève générale.

La méthode fut bonne, excellente même : patron et gouvernement durent capituler et s'incliner.

Malheureusement, la victoire ne fut que demi-victoire. Les chefs réformistes, syndicaux et politiques, à la remorque desquels

se placèrent les dirigeants staliniens (qui croyaient être récompensés par la formation d'un Front Populaire belge), ayant volé au secours du régime mis en péril, étaient parvenus, au bout de quelques jours, à imposer leur habituelle tactique d'étranglement des conflits ouvriers.

Et, encore une fois, la classe ouvrière fut bernée et trahie. Elle reprit le travail pour s'apercevoir bientôt que les maigres augmentations de salaires avaient pour seul effet de se faire vider plus rapidement encore qu'auparavant le porte-monnaie familial, maigrement alourdi des quelques francs qui n'étaient rien devant la hausse effrénée du coût de la vie. Quant aux « grandes » réformes sociales, hormis la question des congés payés dont ne profitent même pas tous les salariés, on sait quelle magnifique voie de garage leur ont réservée nos bons ministres bourgeois et social-démocrates.

Cependant, même si sur le terrain de la statistique, le mouvement de Juin 1936 peut sembler avoir été non pas inutile mais démesuré en comparaison avec les maigres résultats acquis et aujourd'hui quasi annulés, il faut surtout ne pas oublier ce que pareil mouvement comporte d'enseignements magnifiques pour la classe ouvrière.

Nous ne voulons pas parler ici des enseignements tactiques que l'esprit révolutionnaire peut ou a dégagé des événements de Juin 1936. Ils sont, dans une certaine mesure, effleurés dans les lignes précédentes, et nous estimons qu'il est surtout nécessaire de les souligner durant l'action entreprise — alors que l'esprit ouvrier est tendu et critique — ou lorsqu'elle est terminée, — à l'heure du bilan. Cela d'ailleurs fut fait en son temps par le P.S.R., tant dans ses manifestations publiques (meetings, tracts) que dans la « Lutte Ouvrière ».

Les enseignements que l'on doit en dégager aujourd'hui — deux ans après — sont d'un ordre plus élevé mais non moins nécessaires.

Si les grèves de Juin 36 ont émerveillé par l'ampleur et la force, il faut comprendre qu'elles ont aussi un autre caractère social que leurs précédentes, — et ce par le fait que, cette fois, elles ont placé le prolétariat non plus seulement en ennemi direct du patronat, mais aussi et surtout du régime capitaliste lui-même.

Tant qu'il s'agissait de questions de salaires ou d'organisation du travail les ouvriers pouvaient croire que le seul ennemi était le patronat, l'exploiteur ; celui auquel il faut imposer par la force la volonté ouvrière. Mais le mouvement de Juin 36, précisément, se posait encore d'autres buts que les augmentations de salaires. Il se déroula sous le signe de réformes sociales : congés payés, diminution des heures de travail (semaine de 40 heures). Certes, il s'agit encore de revendications économiques — la politique elle-même n'est-elle pas de l'économie concentrée ! — mais cette fois, elles mettent en cause le système, le régime capitaliste.

Les « congés payés », la « limitation des heures de travail » ne sont pas le produit de l'égoïsme individuel des travailleurs, — bien que chaque acte puisse trouver son origine ou sa justification dans la question d'intérêt.

Ces revendications exprimèrent uniquement, en Juin 36, l'angoisse du prolétariat devant la crise sociale actuelle, sans précédent aucun, qui étroit l'économie, l'Etat, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales, — tous mortellement frappés depuis de nombreuses années déjà, depuis que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.